

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**PREMIÈRES AFFECTATIONS DE CRÉDIT POUR LE PÔLE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE - PROJET  
SOLTISS ET CONVENTION NUMÉRIQUE DES LYCÉES**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a> .....	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a> .....	11
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a> .....	18
<a href="#">Annexe 1 : Projet SOLSTISS II</a> .....	19
<a href="#">Annexe 2 : Convention relative au numérique des lycées</a> .....	35

## EXPOSÉ DES MOTIFS

En application du règlement budgétaire et financier, il revient à la Commission Permanente d'affecter, de façon provisionnelle, les autorisations d'engagement et de programme ayant trait aux dépenses qui assurent le fonctionnement des assemblées, du cabinet et des services administratifs et notamment les dépenses liées aux Systèmes d'Information, à la SMART région et au développement numérique et des ENT des lycées.

Ces affectations provisionnelles permettront d'exécuter les dépenses d'investissement et de fonctionnement relevant des marchés et contrats qui sont actuellement en cours d'exécution ou de renouvellement et à venir. Elles sont proposées à hauteur de 50 % de la dotation du budget 2023 pour l'investissement et à hauteur de 50% pour le fonctionnement pour les services du PTNUM.

Pour la transformation numérique des lycées, il est proposé au titre du présent rapport d'affecter un montant total de **64 350 000 €** en autorisation de programme et **3 750 000 €** en autorisation d'engagement.

Pour les crédits de la Direction des systèmes l'information et de la SMART -services, il est proposé d'affecter un montant total en autorisation de programme de **9 900 000 €**.et un montant total en autorisation d'engagement de **5 962 500 €** comprenant également le renouvellement de cotisations aux associations et organismes du pôle pour l'année 2023.

D'autre part, le présent rapport a pour objet de demander de bien vouloir approuver la nouvelle annexe-projet de l'association EPSILON II dont l'objectif est d'encadrer la poursuite de la mutualisation du projet SolSTISS au-delà du 30 avril 2023 (date de fin de l'actuel accord-cadre) entre les Régions membres souhaitant renouveler leur participation. Le périmètre de la solution SolSTISS intègre désormais le module de gestion des Apprenants AGORA. Elle figure en annexe 1 à la présente la délibération.

Les dépenses liées à ce projet seront prélevées sur les crédits du budget 2023.

Enfin, le présent rapport a pour objet de valider la convention numérique des lycées. Celle-ci a pour objet de formaliser le partenariat entre la Région et la région académique et de définir les responsabilités et rôles de chacune des parties ; cette nouvelle convention s'inscrivant en continuité de la collaboration entre la Région et les trois académies d'Île-de-France dans le domaine du numérique pour l'éducation. Elle figure en annexe 2 à la présente la délibération.

### 1. CHAPITRE 900 « SERVICES GENERAUX »

Code fonctionnel 02 « Administration Générale »

Programme 102002 « Moyens informatiques des services »

Il est proposé d'affecter la somme de **9 900 000 €**, répartis comme suit :

#### 1.1. Action 10200201 « Equipements informatiques » : 900 000 €

Cette affectation est destinée notamment :

- à poursuivre la modernisation des infrastructures de la Région pour accompagner les projets métiers pour faire face aux besoins croissants de puissance de traitement et de capacité de stockage ainsi que la stratégie de sécurisation des infrastructures informatiques de la Région.

#### 1.2. Action 10200202 « Développement de logiciels et progiciels » : 7 000 000 €

Le montant de cette affectation provisionnelle permettra de poursuivre la modernisation des applicatifs de la Région et :

- d'améliorer l'expérience usagers, internes comme externes grâce à la création d'un écosystème web améliorant des environnements ;
- de poursuivre la refonte de nos principales applications support (SI finances ,SIRH) ;
- de moderniser les infrastructures numériques du socle technique ;
- de privilégier l'intégration de la cybersécurité au cœur des projets numériques ;
- de poursuivre des actions de sécurisation de la Région
- d'améliorer la gouvernance et la gestion de la donnée (conformité RGPD, ouverture en open data).

### **1.3. Action 10200203 « Assistance informatique Pacte » : 200 000 €**

Le montant de cette affectation provisionnelle permettra de poursuivre le projet ZEFIR dans le cadre du contrat Etat-Région PRIC/PACTE.

### **1.4. Action 10200204 « Transformation numérique -SMART services » : 1 800 000 €**

Cette enveloppe budgétaire permettra de poursuivre et d'engager les dépenses de mise en œuvre du Programme Smart Région et des actions d'Innovation et Design en facilitant la création des services numériques en autonomie dans un contexte d'enjeux de cybersécurité importants., tout en développant la plateforme des services numériques du territoire smart, sobre et solidaire francilien du futur.

L'attention à l'utilisateur, doit se traduire par une amélioration de la qualité du service public en simplifiant les interactions entre les citoyens et l'administration, en simplifiant aussi les relations interservices

Ces crédits participeront également à la mise en œuvre du Programme « Construire au futur, Habiter le futur » pour lequel la Région est lauréate « Territoires d'Innovation ».

## **2. CHAPITRE 930 « ADMINISTRATION GENERALE »**

Code fonctionnel 020 « Administration Générale de la collectivité »

Programme 102005 « Moyens informatiques, audio et documentation de l'entité »

Il est proposé d'affecter des autorisations d'engagements provisionnelles et spécifiques pour un montant total de **5 962 500 €** ventilé sur les actions suivantes.

### **2.1. Action 10200501 « Documentation » : 265 000 €**

Le montant de cette affectation provisionnelle permettra, d'engager principalement les dépenses de documentation utilisées pour les services de la Région.

Le montant de cette affectation correspond au règlement des dépenses contractualisées d'abonnement et de mise à jour documentaires, ainsi que celles de presse au kiosque et de documentation générale et spécialisée

D'autre part, il est prévu le renouvellement des cotisations pour l'année 2023, versées en faveur de 3 associations qui aident aux économies en matière de souscription d'abonnements et de prix privilégiés en matière de formations en plus de mise à jour des connaissances professionnelles, d'échanges entre professionnels et de marketing région IDF dans les réseaux professionnels.

Il s'agit des organismes suivants :

- Club Kentika qui est une association regroupant les utilisateurs du logiciel documentaire Kentika pour un montant de **100 €**
- Interdoc (Association des documentalistes de collectivités territoriales) pour un montant de **150 €**,
- ADBS (Association des professionnels de l'information et de la documentation) pour un montant de **276 €** ; La Région a adhéré à ces deux organismes dans le cadre du rapport CP 2019-521 du 20 novembre 2019.

Les crédits nécessaires pour ces cotisations annuelles seront prélevés sur l'affectation

provisionnelle proposée ci-dessus sur le chapitre 930 programme action 10200501

## **2.2. Action 10200502 « Informatique » : 4 485 000 €**

- Au titre des affectations provisionnelles, il est prévu d'engager principalement les dépenses d'infogérance des systèmes d'information, de maintenance des matériels et logiciels utilisés par la Région ainsi que les dépenses de consommables informatiques pour un montant de **4 446 400 €**.

- Au titre des affectations spécifiques, le montant de cette affectation permettra le versement de cotisations et participations financières à des associations et organismes auxquelles la Région a adhéré et qui représente un montant total de **38 600 €**.

Il s'agit des organismes suivants :

- Le **Cigref**, C'est un réseau de grandes entreprises et d'administrations publiques françaises, qui a pour mission de développer leur capacité à intégrer et maîtriser le numérique. Je vous propose de verser une cotisation de **10 000 €** au titre de l'appel de cotisation pour l'année 2023-2024.

- Le **SIPP'N'CO** du SIPPEREC. La région est adhérente à cette centrale d'achats qui offre un nouvel outil d'achat mutualisé (Commission Permanente CP 462 du 17 octobre 2018). Le montant de la participation annuelle est versé au SIPPEREC et inclue les frais de gestion administratifs de SIPP'N'CO ainsi que le choix des bouquets choisis. Ainsi, la participation financière s'élève à **16 000 €** pour l'année 2023.

- La centrale d'achat du **Syndicat Val d'Oise Numérique** (VONUM). La région a adhéré à cette centrale d'achats par délibération CP 2021-160 du 1<sup>er</sup> avril 2021 qui offre un nouvel outil d'achat mutualisé. Le montant de la cotisation annuelle est calculé de la façon suivante : 5 % du montant total HT des achats réalisés par la Région Île de France pour l'année précédant celle du versement de sa cotisation. Ainsi, la participation financière s'élève à **7 000 €**.

- L'association de portage informatique **EPSILON** a pour objet de mettre à disposition des régions une structure favorisant la culture de mutualisation et de travail collaboratif dans le domaine des Systèmes d'Information et du numérique. Le montant de l'appel de cotisation pour l'année 2023 est de **5 500 €**.

- Le **Club utilisateurs Coriolis**, association d'utilisateurs de l'outil informatique de la gestion comptable et financier de la région. Je vous propose de verser une cotisation de **100 €** au titre de l'année 2023.

## **2.3. Action 10200503 « Télécommunications » : 350 000 €**

Le montant affecté permet d'engager et de régler les dépenses récurrentes de télécommunications (liens intersites, internet, téléphonie fixe et mobile), de maintenance des équipements des infrastructures de relais de communication mobiles et de la connexion réseau vers le Datacenter Régional, centre d'infogérance communautaire.

## **2.4. Action 10200504 « Assistance informatique Pacte » : 200 000 €**

Le montant de cette affectation permettra de poursuivre le projet ZEFIR dans le cadre du contrat Etat-Région PRIC/PACTE.

## **2.5. Action 10200505 « Transformation numérique-SMART services » 662 500 €**

Cette enveloppe budgétaire permettra de poursuivre d'engager les dépenses de mise en œuvre du Programme Smart Région et des actions d'innovation et Design en facilitant la création des services numériques en autonomie dans un contexte d'enjeux de cybersécurité importants ainsi que de mettre à jour des licences (base de données, travail collaboratif, ...) et de poursuivre le développement de la plateforme d'apprentissage des langues Qioz.

D'autre part il sera prélevé sur cette enveloppe un crédit de **5 000 €** pour le versement de la cotisation 2023 pour l'association « 27 ème région ». Celle-ci est un laboratoire d'innovation publique, elle conçoit et anime des programmes interrégionaux dont l'objectif est d'aider les collectivités et les acteurs publics à transformer leurs pratiques de gestion et leur façon de concevoir et de mettre en œuvre les politiques publiques.

En partenariat avec les collectivités, elle propose des programmes de recherche mobilisant des techniques issues de la sociologie de terrain, de l'ethnologie, du design des services et de la co-conception.

### **3. AFFECTATIONS, CHAPITRE 902 ET CHAPITRE 932 « ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE**

Ces dépenses sont relatives aux achats par les marchés publics régionaux pour les ENT et les TICE des lycées.

Il est proposé d'affecter **64 350 000 €** en autorisation de programme et **3 750 000 €** en autorisation d'engagement.

#### **3.1. POLITIQUE D'EQUIPEMENTS INDIVIDUELS – RENTRÉE 2023**

Action 1280701 « Manuels et ressources pédagogiques »

La région Ile de France poursuit sa politique d'équipements individuels des lycéens et pour cette rentrée scolaire 2023, tous les élèves de 2nde entrants des lycées généraux, technologiques et professionnels du public seront équipés d'ordinateurs portables. Dans les lycées privés, les élèves de lycées professionnels seront tous dotés d'ordinateurs portables, les élèves des lycées généraux et technologiques seront dotés sur critères sociaux également d'ordinateurs portables.

L'effort de la Région reste porté pour la deuxième année, sur les ordinateurs portables qui ont montrés leur plus grande souplesse d'utilisation et plus de mobilité dans des lycées à présent tous équipés de réseaux WIFI. Une attention particulière, continue va être portée sur l'accompagnement des usagers avec de nouveaux modules de prise en main et de formations sur ces équipements individuels et leurs interactions avec l'écosystème numérique d'équipements de classes et de plateformes mis en place par la Région.

Afin de commander les composants indispensables pour la rentrée 2023 de **150 000** ordinateurs portables dans un contexte mondial d'approvisionnement toujours très tendu, il est proposé d'affecter des autorisations de programme pour un montant de **55 000 000 €** sur le budget 2023

#### **3.2. POLITIQUE D'EQUIPEMENTS NUMERIQUES.**

Action 12200401 « Numérique des lycées » et action 12400401 « Numériques cités scolaires » ;

Elle est ventilée de la façon suivante :

##### **-Equipements numériques**

Le parc informatique fixe des filières des lycées nécessite d'être mis à jour, tout particulièrement, depuis de retour aux enseignements en présentiel.

Il s'agit de **4 400 000 €** pour équiper les lycées publics en équipements numériques.

Répartis comme suit : **4 000 000 €** pour les lycées publics, action 12200401 « Numériques des lycées » et **400 000 €** pour les CMR, action 12400401 « Numériques cités scolaires » ;

##### **-Equipements audiovisuels**

Le parc informatique fixe des filières des lycées nécessite d'être mis à jour, tout particulièrement, depuis de retour aux enseignements en présentiel.

Il s'agit de **2 200 000 €** pour équiper les lycées publics en équipements numériques

Répartis comme suit : **2 000 000 €** pour les lycées publics action 12200401 « Numériques des

lycées » et **200 000 €** pour les CMR, action 12400401 « Numériques cités scolaires »

**-Rénovation des Infrastructures réseaux et serveurs et développement du centre de service numérique**

Le parc des équipements réseaux a été entièrement rénové, afin de compléter les installations et réaliser les opérations finales, il est proposé d'affecter : **2 200 000 €** pour équiper les lycées en réseaux informatiques, répartis comme suit : **2 000 000 €** pour les lycées publics, action 12200401 « Numériques des lycées » et **200 000 €** pour les CMR, action 12400401 « Numériques cités scolaires ».

**-Développement de modules complémentaires de la place de service numérique Monlycée.net**

Afin de permettre l'exécution de prestations du marché SIER (Système d'Information Educatif Régional), il est proposé d'affecter un montant d'autorisation de programme de **350 000 €**.

Répartis comme suit : **320 000 €** pour les lycées publics, action 12200401 « Numériques des lycées » et **30 000 €** pour les CMR, action « Numériques cités scolaires ».

**-Accompagnement de la transformation numérique des lycées**

Afin de permettre l'exécution de prestations d'études d'accompagnement et de construction de la stratégie du numérique en EPLE, il est proposé d'affecter un montant d'autorisation de programme de **200 000 €**. Répartis comme suit : **150 000 €** pour les lycées publics action 12200401 « Numérique des lycées » et **50 000 €** pour les CMR, action 12400401 « Numériques cités scolaires ».

### **3.3 DEPENSES DE MAINTENANCE**

Elles concernent les maintenances suivantes :

**- Maintenance et exploitation Centre de Service Numérique Régional**

Afin de réaliser les prestations d'hébergement et d'exploitation au sein du Centre de Service Numérique Régional, il est proposé d'affecter le montant d'autorisation d'engagement de **2 000 000 €**.

**-Maintenance et exploitation de terrain en lycée**

Afin de réaliser les prestations d'hébergement et d'exploitation de terrain en lycée, il est proposé d'affecter le montant d'autorisation d'engagement de **1 000 000 €**.

**-Maintenance et exploitation de Place de Services Numériques Monlycée.net (Système d'Information Educatif Régional)**

Afin de réaliser les prestations d'hébergement, d'exploitation des serveurs, de maintenance du socle ENT, il est proposé d'affecter le montant d'autorisation d'engagement de **750 000**

#### 4. RECAPITULATIF DES MESURES ENGAGEES

##### Récapitulatif investissement et fonctionnement

CHAPITRE 902 INVESTISSEMENT				
Code fonctionnel	222 Lycées publics ACTION 12200401	224 Cités scolaires ACTION 12400401	28 Autres services péri-scolaires et annexes ACTION 1280701	TOTAL
Programme	HP 222-004	HP 24-004	HP 28-007	
Libellés actions	Numériques des lycées	Numériques cités scolaires	Manuels et ressources pédagogiques	
Politique Individuelle d'équipements individuels			55 000 000 €	55 000 000 €
Equipement Numérique	4 000 000 €	400 000 €		4 400 000 €
Equipement audiovisuels	2 000 000 €	200 000 €		2 200 000 €
Rénovation des infrastructures, réseaux et centre de service numérique	2 000 000 €	200 000 €		2 200 000 €
Développement modules complémentaires du service Numérique : SIER/ENT	320 000 €	30 000 €		350 000 €
Accompagnement stratégie numérique	150 000 €	50 000€		200 000€
<b>TOTAL</b>	<b>8 470 000 €</b>	<b>880 000 €</b>	<b>55 000 000 €</b>	<b>64 350 000 €</b>

##### Récapitulatif en fonctionnement

CHAPITRE 932 FONCTIONNEMENT		
	HP 28-008	TOTAL
Maintenance et exploitation du centre de service numérique régional	Numérique des lycées	2 000 000 €
Maintenance et exploitation de terrain en lycée de proximité	Numérique des lycées	1 000 000 €
Maintenance et exploitation de Place de Services Numériques Monlycée.net -hébergement	Numérique des lycées	750 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>3 750 000 €</b>



## 5. ANNEXE PROJET POUR PROJET SOLSTISS II

L'accord-cadre contracté par Epsilon permettant de gérer cette solution commune et mutualisée pour la gestion administrative et financière des formations sanitaires et sociales, le suivi de l'activité des établissements qui les dispensent et dont le périmètre s'est élargi avec la gestion des apprenants (AGORA) se termine le 30 avril 2023.

Cette nouvelle annexe-projet a pour objectif d'encadrer la poursuite de la mutualisation du projet SolSTISS au-delà du 30 avril 2023 (date de fin de l'actuel accord-cadre) entre les Régions membres souhaitant renouveler leur participation. Le périmètre de la solution SolSTISS intègre désormais le module de gestion des Apprenants AGORA.

Les Régions membres du projet doivent voter pour 3 ans les crédits nécessaires à la poursuite du projet avec le nouvel accord-cadre 2023-01 dont la consultation sera lancée en janvier 2023. Ce nouveau dispositif SolSTISS II 2023-01 intègre la mutualisation autour de commandes mutualisées en procédure A de prestations de maintenance corrective, d'évolutions, d'assistance et de lutte contre l'obsolescence et des prestations d'hébergement pourront également être commandées par les Régions qui en auront besoin en procédure B.

Les Régions associées ont manifesté, au moins pour 12 d'entre elles a priori, leur souhait de poursuivre la démarche de mutualisation avec Epsilon au COPIL du 22 septembre 2022. Le département de Mayotte ne s'est pas prononcé. Le Bureau d'Epsilon a pris acte de la poursuite de la mutualisation du projet SolSTISS via Epsilon sur la base des 11 Régions initiatrices du projet.

La présente annexe-projet formalise le cadre de mutualisation en s'appuyant sur les principes de la convention-cadre que chaque Région a signée avec Epsilon.

## 6. CONVENTION RELATIVE AU NUMERIQUE DES LYCEES

La présente convention a pour objet de formaliser le partenariat entre la Région et la région académique et de définir les responsabilités et rôles de chacune des parties ; cette nouvelle convention s'inscrivant en continuité de la collaboration entre la Région et les trois académies d'Île-de-France dans le domaine du numérique pour l'éducation.

La Région et la région académique portent, au titre de leurs responsabilités respectives, une démarche de modernisation du numérique des lycées dans le souci de répondre aux objectifs stratégiques suivants :

Assurer une qualité de service à l'ensemble de la communauté éducative au quotidien, au travers :

- d'une équité territoriale de traitement des lycées ;
- d'un accès commun à une même offre de services ;
- de niveaux de service minimum garantis pour tous.

Et de proposer une offre de service pertinente aux lycées, au travers :

- d'un dispositif technique assurant une chaîne de liaison pleinement fonctionnelle (postes, réseau, serveurs, Internet) ;
- d'un dispositif de maintenance réactif et proactif assurant l'homogénéité des configurations.

En favorisant le développement des usages pédagogiques du numérique, au travers :

- de la garantie des usages de base, permettant ainsi d'asseoir la confiance dans le numérique ;
- de la mise à disposition aux élèves et aux enseignants d'une offre de services numériques à valeur ajoutée, permettant ainsi le développement avancé et l'évaluation

des usages.

Maîtriser la dépense publique dans un objectif de soutenabilité pour la Région, au travers :

- d'une maintenance optimisée par l'industrialisation des processus de maintien en condition opérationnelle ;
- d'une standardisation et d'une homogénéisation des équipements et des configurations matérielles et logicielles optimisant le coût total de possession des équipements.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 25 JANVIER 2023**

#### **PREMIÈRES AFFECTATIONS DE CRÉDIT POUR LE PÔLE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE - PROJET SOLTISS ET CONVENTION NUMÉRIQUE DES LYCÉES**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** la délibération n° CP 02-315 du 2 juillet 2002 portant adhésion au club utilisateurs de CORIOLIS ;

**VU** la délibération n° CR 12-12 du 16 février 2012 portant adhésion à l'association « 27ème région » ;

**VU** la délibération n° CR 01-14 du 13 février 2014 portant création d'une association EPSILON pour mutualiser les projets informatiques communs à plusieurs régions ;

**VU** la délibération n° CP 15-250 du 9 avril 2015 approuvant la convention-cadre entre la région et l'association EPSILON ;

**VU** la délibération n° CP 2018-420 du 19 septembre 2018 portant adhésion au CIGREF ;

**VU** la délibération n° CP 2018-462 du 17 octobre 2018 portant adhésion à la centrale d'achats SIPP'N'CO du SIPPEREC ;

**VU** la délibération n° CP 2018-580 du 21 novembre 2018 portant approbation de la convention constitutive modifiée du GIE d'infogérance publique communautaire du Datacenter régional ;

**VU** la délibération n° CP 2019-114 du 19 mars 2019 portant ratification du projet relative à la tierce maintenance applicative et évolutive de l'application SOLSTISS ;

**VU** la délibération n° CP 2019-521 du 20 novembre 2019 portant adhésions aux associations INTERDOC et ADBS ;

**VU** la délibération n° CP 2021-160 du 1<sup>er</sup> avril 2021 portant adhésion à la centrale d'achats Focus Numérique du Syndicat mixte du Val d'Oise ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CP 2022-054 du 28 janvier 2022 portant adhésion à l'association KENTIKA ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** le budget 2023 de la Région ;

**VU** l'avis de la commission de l'administration générale ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-021 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation de programme **900 000 €** sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP0202-002 (102002) « Moyens informatiques des services », action 10200201 « Equipements informatiques » du budget 2023 pour les dépenses d'investissement liées aux Systèmes d'Information.

**Article 2 :**

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation de programme **7 000 000 €** sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité » programme HP0202-002 (102002) « Moyens informatiques des services », action 10200202 « Développements de logiciels et progiciels » du budget 2023 pour les dépenses d'investissement liées aux Systèmes d'Information.

**Article 3 :**

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation de programme **200 000 €** sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité » programme HP0202-002 (102002) « Moyens informatiques des services », action 10200203 « Assistance informatique Pacte » du budget 2023 pour les dépenses d'investissement liées aux Systèmes d'Information.

**Article 4 :**

Décide d'affecter en autorisation de programme **1 800 000 €** sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP0202-002 (102002) « Moyens informatiques des services », action 10200204 « Transformation numérique – SMART services » du budget 2023 pour les dépenses d'investissement liées aux Systèmes d'Information.

**Article 5 :**

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **265 000 €** sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005(102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200501 « Documentation » du budget 2023 liées aux Systèmes d'information.

**Article 6 :**

Décide de renouveler la cotisation au titre de l'année 2023 à l'association KENTIKA et de verser la cotisation de 100€.

**Article 7 :**

Décide de renouveler la cotisation au titre de l'année 2023 à l'association INTERDOC Association des documentalistes de collectivités territoriales et de verser la cotisation de 150 €.

**Article 8 :**

Décide de renouveler la cotisation au titre de l'année 2023 à ADBS : Association de professionnels de l'information et de la documentation et de verser la cotisation annuelle de 276 €.

**Article 9 :**

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **4 446 400 €** sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005(102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « informatique » du budget 2023 liées aux Systèmes d'information.

**Article 10 :**

Décide le versement de la cotisation à l'association CIGREF au titre de l'année 2023

Affecte à cet effet, une autorisation d'engagement de **10 000 €** prélevée sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005(102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « informatique » du budget 2023.

**Article 11 :**

Décide le versement de la cotisation à l'association SIPPEREC au titre de la participation financière d'adhésion à la SIPP'N'CO pour l'année 2023.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **16 000 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005(102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « informatique » du budget 2023.

**Article 12 :**

Décide le versement de la cotisation à la centrale d'achat du Syndicat Val d'Oise Numérique, au titre de l'année 2023.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **7 000 €** au profit du Syndicat Val d'Oise Numérique sur le chapitre 930 « Services généraux », », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005 (102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « informatique » du budget 2023

**Article 13 :**

Décide le versement de la cotisation à l'association EPSILON, au titre de l'année 2023.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **5 500 €** au profil de l'association EPSILON sur le chapitre 930 « Services généraux », sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005 (102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « informatique » du budget 2023.

**Article 14 :**

Décide le versement de la cotisation à l'association CLUB DES UTILISATEURS CORIOLIS, au titre de l'année 2023.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **100 €** au profit de l'association CLUB UTILISATEURS CORIOLIS sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005(102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « Informatique » du budget 2023 pour les dépenses de fonctionnement liées au numérique.

**Article 15 :**

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **350 000 €** sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005(102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200503 « Télécommunications » du budget 2023 pour les dépenses de fonctionnement liées au numérique.

**Article 16 :**

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **200 000 €** sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005(102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200504 « Assistance informatique PACTE » du budget 2023 pour les dépenses de fonctionnement liées au numérique.

**Article 17 :**

Décide d'affecter, en autorisation d'engagement **662 500 €** le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005(102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200505 « Transformation numérique SMART services » du budget 2023 pour les dépenses de fonctionnement liées au numérique.

**Article 18 :**

Décide de renouveler la cotisation au titre de l'année 2023 à l'association « 27 ème région » et de verser la cotisation annuelle de 5 000 €.

**Article 19 :**

Décide d'approuver l'avenant n°1 joint en annexe 1 à la présente délibération pour la tierce maintenance applicative et évolution du projet SOLSTISS et autorise la Présidente du conseil

régional d'Île de France à le signer.

**Article 20 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **55 000 000 €** disponible sur le chapitre 902 code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-007 (128007) « Manuels et ressources pédagogiques », action 1280701 « Manuels et ressources pédagogiques » disponible sur le budget régional 2023 au titre de commande d'ordinateurs des lycéens et des actions d'accompagnement de l'écosystèmes numérique auprès des coordonnateurs numériques des lycées pour la rentrée 2023.

**Article 21 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **320 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » « Enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-004(122004) « Ressources numériques », action « Numériques des lycées » (12200401) sur le budget régional 2023, afin de permettre les prestations de développement des modules du service marché SIER (Système d'Information Educatif Régional) pour les lycées publics.

**Article 22 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **30 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » «code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP24-004 (124004) « Ressources numériques cités scolaires », action « Numériques cités scolaires » (12400401) sur le budget régional 2023, afin de permettre les prestations de développement des modules du service marché SIER (Système d'Information Educatif Régional) pour les cités scolaires.

**Article 23 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **4 000 000 €** disponible sur le chapitre 902« Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » « Enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Ressources numériques », action « Numériques des lycées » (12200401)) sur le budget régional 2023 au titre des marchés publics relatifs à l'achat d'équipements informatiques, des réseaux.

**Article 24 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **400 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP24-004 (124004) « Ressources numériques cités scolaires », action « Numériques cités scolaires » (12400401) sur le budget régional 2023, au titre des marchés publics relatifs à l'achat d'équipements informatiques, des réseaux.

**Article 25 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **2 000 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel

222 « lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Équipement des lycées publics », action « Numérique des lycées publics et des ENT » (12200401) sur le budget régional 2023 au titre des marchés publics relatifs à l'équipement audiovisuels

**Article 26 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **200 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP222-004 (124004) Ressources numériques cités scolaires », action « Numériques cités scolaires » (12400401) sur le budget régional 2023 au titre des marchés publics relatifs à l'équipement audiovisuels.

**Article 27 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **2 000 000 €** disponible sur le chapitre 902« Enseignement, formation professionnelle et apprentissage « Enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Ressources numériques », action « Numériques des lycées » (12200401)) sur le budget régional 2023 au titre des marchés publics relatifs à la rénovation des infrastructures, réseaux et centre de service numérique.

**Article 28 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **200 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP222-004 (124004) « Ressources numériques cités scolaires », action « Numériques cités scolaires » (12400401) sur le budget régional 2023 au titre des marchés publics relatifs à la rénovation des infrastructures, réseaux et centre de service numérique.

**Article 29 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **150 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Ressources numériques », action « Numériques des lycées » (12200401)) sur le budget régional 2023 au titre des marchés publics relatifs à l'accompagnement stratégie numérique

**Article 30 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **50 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP222-004 (124004) Ressources numériques cités scolaires », action « Numériques cités scolaires » (12400401) sur le budget régional 2023 au titre des marchés publics relatifs à l'accompagnement stratégie numérique

**Article 31 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation d'engagement de **2 000 000 €** disponible sur



le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle, apprentissage », code fonctionnel 288 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP28-008 (128008) « Numériques des lycées », action « Numérique des lycées » (12800801) sur le budget régional 2023, afin de réaliser les prestations de maintenance et exploitation du centre de service numérique régional.

**Article 32 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation d'engagement de **1 000 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle, apprentissage », code fonctionnel 288 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP28-008 (128008) « Numériques des lycées », action « Numérique des lycées » (12800801) 12800801 sur le budget régional 2023, afin de réaliser les prestations de terrain en lycée de proximité ENT.

**Article 33 :**

Décide d'affecter, un montant d'autorisation d'engagement de **750 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle, apprentissage », code fonctionnel 288 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP28-008 (128008) « Numériques des lycées », action « Numérique des lycées » (12800801) sur le budget régional 2023, afin de réaliser les prestations de maintenance de places de services numériques et d'hébergement.

**Article 34 :**

Décide d'approuver la convention numérique des lycées joint en annexe 2 à la présente délibération avec les services académiques et autorise la présidente du conseil régional d'Île de France à la signer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 : Projet SOLSTISS II**



# Annexe-projet SolSTISS II -2023-01

## Assistance, Maintenance, Evolutions et Hébergement de la solution SolSTISS

(Solution de Suivi Transrégional des Instituts Sanitaires et Sociaux)

### **Article 1 Contexte et périmètre du projet**

#### *1.1 Contexte du projet*

Depuis 2013, les Régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val-de-Loire, Grand-Est, Hauts-de-France, Ile-de-France, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire, Occitanie et Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur se sont associées d'abord par la voie d'un groupement de commandes, pour lancer un projet de conception, réalisation et déploiement d'un logiciel support de la gestion des formations sanitaires et sociales dénommé SolSTISS suite à la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui a transféré aux Régions les politiques de formation dans le domaine sanitaire et social.

Puis les Régions ont décidé en 2018 d'une démarche de pérennisation sous le couvert d'Epsilon à laquelle se sont rajoutées en 2020 et 2021 la Région Bretagne et Mayotte portant à 13 le nombre de membres participants sur le projet SolSTISS.

L'accord-cadre contracté par Epsilon permettant de gérer cette solution commune et mutualisée pour la gestion administrative et financière des formations sanitaires et sociales, le suivi de l'activité des établissements qui les

dispensent et dont le périmètre s'est élargi avec la gestion des apprenants (AGORA) se termine le 30 avril 2023.

Les Régions associées ont manifesté, au moins pour 12 d'entre elles a priori, leur souhait de poursuivre la démarche de mutualisation avec Epsilon au COPIL du 22 septembre 2022. Le département de Mayotte ne s'est pas prononcé. Le Bureau d'Epsilon a pris acte de la poursuite de la mutualisation du projet SolSTISS via Epsilon sur la base des 11 Régions initiatrices du projet.

La présente annexe-projet formalise le cadre de mutualisation en s'appuyant sur les principes de la convention-cadre que chaque Région a signée avec Epsilon.

Dans ce contexte, Epsilon va lancer une consultation européenne pour mettre en place un nouvel accord-cadre mono-attributaire d'une durée de 3 ans, reconductible pour une année supplémentaire pour couvrir les prestations attendues.

Les commandes et les marchés subséquents fondés sur cet accord-cadre pourront être passés, exécutés et payés selon les deux procédures prévues à la convention-cadre Epsilon :

- Soit directement par Epsilon, pour les prestations mutualisées (procédure A)
- Soit directement par l'une des Régions participantes, pour des besoins plus spécifiques (procédure B)

## 1.2 *Périmètre des prestations à couvrir*

Elles seront principalement déclinées sous forme de lignes de service à commander, qui seront définies en détail dans le cahier des clauses techniques particulières, et couvriront les natures de prestation suivantes.

### *1.2.1 Prestations mutualisées récurrentes d'assistance et de maintenance corrective, de lutte contre l'obsolescence et prestations de transition*

Ces prestations couvriront le socle récurrent permettant d'assurer le maintien en conditions opérationnelles de la solution SolSTISS, ainsi que de son usage dans chaque Région. Elles couvriront :

- Des prestations de maintenance corrective, permettant de prendre en charge et résoudre les dysfonctionnements constatés du logiciel.
- Des prestations d'assistance experte, permettant de prendre en charge les problématiques rencontrées par chaque Région dans la mise en œuvre de la solution.
- Des prestations de maintenance corrective et d'assistance experte induites par le développement de composants évolutifs mutualisés (1.2.2) et individualisés (1.2.4) dès la fin de la période de garantie.
- Des prestations permettant de lutter contre l'obsolescence des composants.
- Une prestation de transition entrante en début de marché et une prestation de transition sortante en fin de marché, garantissant, au début et à la fin du projet, la continuité du service au travers de sa reprise par le titulaire successeur.

Ces prestations feront l'objet de commandes au forfait lancées par Epsilon selon la procédure A.

### *1.2.2 Prestations mutualisées d'évolution*

Ces prestations couvriront les besoins d'évolution de la solution SolSTISS, dans un cadre collectif, qu'il s'agisse d'évolutions ponctuelles adaptatives techniques<sup>1</sup> ou fonctionnelles<sup>2</sup>, ou d'évolutions plus conséquentes résultant de besoins collectivement identifiés<sup>3</sup>, d'origine interne aux Régions ou induites par le contexte<sup>4</sup>.

La version actuelle de SolSTISS intègre jusqu'à la version 2.9 le module « Structures et dossiers » auquel s'est greffé le module « Apprenants » permettant d'alimenter la plateforme de l'Etat AGORA.

Des évolutions concernant le module « Autorisations et agréments », le décisionnel et le RGPD sont également à venir.

Ces prestations couvriront :

- Des évolutions du module « Structures et dossiers ».
- Des évolutions du module « Gestion des Apprenants » (AGORA) et du mini silo.
- Des développements du module « Autorisations et agréments ».
- Des évolutions liées au décisionnel.
- Des évolutions liées à l'accessibilité et au RGPD.
- D'autres évolutions le cas échéant.

Ces prestations feront l'objet de commandes ou de marchés subséquents lancés par Epsilon selon la procédure A sur demande du Comité opérationnel (voir au chapitre 6.2) pour chaque ensemble de besoins identifié.

Le pilotage de la mise en œuvre de ces prestations sera effectué par le Comité opérationnel sur la base d'une feuille de route préalablement arrêtée par le COPIL (voir Article 6).

### *1.2.3 Prestations mutualisées de services annexes*

Ces prestations couvriront :

- Des solutions d'assistance automatisées tel que des outils conversationnels (Chatbot) ou des plateformes d'assistance avancées.

---

<sup>1</sup> Par exemple pour prendre en compte l'évolution d'un composant technique particulier (version de navigateur, version de système d'exploitation, ...)

<sup>2</sup> Par exemple pour respecter la publication par le Ministère d'un nouveau schéma d'interopérabilité ou une nouvelle version des référentiels

<sup>3</sup> Par exemple une refonte du système de publication sur le site public

<sup>4</sup> Par exemple une refonte de la logique de saisie des dossiers pour s'adapter à de nouveaux principes méthodologiques

- Une assistance annuelle à maîtrise d'ouvrage sur des missions d'Assistance, de formations, de recette des versions, de création et mise à jour de cahier de recette et de transposition dans un outil permettant des tests fonctionnels automatisés et la réalisation de tutoriels sur la totalité du périmètre de SolSTISS (Apprenants / Dossier / Agréments).

Ces prestations feront l'objet d'une commande au forfait lancée par Epsilon selon la procédure A.

#### *1.2.4 Prestations individualisées, s'appliquant sur la solution collective*

Ces prestations pourront couvrir :

- Des prestations ponctuelles spécifiques d'assistance technique ou fonctionnelle (hotline, assistance, conseil).
- Des développements de composants d'inter-opérabilité spécifiques avec le système d'information d'une Région.
- Des développements de fonctionnalités additionnelles qu'une Région souhaite financer en propre, parce qu'elles lui sont spécifiquement utiles ou parce qu'elle souhaite prendre une initiative particulière pour le développement de la solution collective.
- Des prestations d'hébergement du logiciel SolSTISS.
- Des prestations liées à l'archivage des données.
- Exceptionnellement des développements nécessaires à l'ensemble de la communauté subventionnés par l'Etat par exemple et nécessitant un portage financier unique par une Région.

Ces prestations feront l'objet de commandes ou de marchés subséquents spécifiques, directement financés par chaque Région en ayant pris l'initiative, selon la procédure B.

La finalité du présent projet Epsilon étant orientée vers l'évolution maîtrisée d'une solution SolSTISS servant au mieux les intérêts collectifs des Régions impliquées, le déclenchement de ces prestations relevant de la procédure B fera l'objet de conditions à respecter :

- Validation du lancement de la prestation par le Comité opérationnel pour conserver une maîtrise fonctionnelle de la solution collective.
- Respect du principe de modularité, au niveau de l'architecture fonctionnelle : si les prestations concernent l'ajout de fonctionnalités n'ayant pas vocation certaine à figurer dans le cœur de la solution, celles-ci devront faire l'objet d'une implémentation technique découplée, connectable de manière optionnelle par les Régions qui souhaiteront les utiliser.
- Respect des principes d'inter-opérabilité et de modularité définis au niveau de l'architecture logicielle de la solution SolSTISS : les composants développés devront l'être selon les règles de l'art suivies pour le développement du cœur de la solution (langage, structure du code, appels de services, logique de plug-ins, ...)
- Utilisation des composants développés par une Région par l'ensemble des Régions de la communauté SolSTISS (voir Article 7)

Le pilotage de la mise en œuvre de ces prestations sera effectué, en fonction du contexte, soit par la Région ayant initié l'action soit par le Comité opérationnel, après accord entre la Région, le COPIL et le comité (voir Article 6).

## **Article 2 Conditions de participation au projet**

La participation de chaque Région au projet SolSTISS est soumise à une décision formelle d'approbation de cette annexe, selon la forme juridique adaptée à chaque Région et à son cadre de délégation de signature. Une copie de l'acte portant cette décision sera alors adressée à l'association Epsilon, le cas échéant après le retour des services du Contrôle de Légalité.

Chaque Région impliquée dans le projet SolSTISS est alors juridiquement et financièrement engagée pour sa réalisation complète, dans la limite de la durée et des montants indiqués pour sa propre part à l'article 4.1. Elle s'engage à inscrire concomitamment à son budget ladite enveloppe financière.

De même, l'association Epsilon est engagée sur ce projet au prix fixé à ce même article 4.1.

La durée de la présente annexe-projet est calée sur les 3 premières années de l'accord-cadre 2023-01 à venir dès sa date de notification.

En cas d'aléas et/ou de modification du prix du projet, la présente annexe-projet pourra faire l'objet de modifications ultérieures par voie d'avenant.

Dès la notification à Epsilon de sa décision d'implication au projet, chaque Région communiquera également les coordonnées d'un correspondant technique, d'un correspondant fonctionnel et d'un correspondant juridico-financier pour ce projet (voir à l'article 6.3).

## **Article 3 Phasage du projet**

Le projet SolSTISS se déroulera globalement selon les étapes suivantes :

- Transition entrante, déclenchée dès le début du marché, si le titulaire du marché n'est pas le titulaire du marché de développement des versions précédentes de SolSTISS.
- Phase de maintenance corrective et d'assistance, également déclenchée dès le début du marché, pour une durée de trois ans (ou 3 fois un an le cas échéant) reconductible une fois un an pour la 4<sup>ème</sup> et dernière année.
- Phases évolutives déclenchées selon les besoins, à tout moment au cours de la vie du marché, en parallèle des prestations de maintenance.
- Transition sortante en fin de marché, dans le cas où un marché ultérieur prend le relais, et que son titulaire n'est pas le sortant.

## **Article 4 Dispositions financières du projet**

Toute Région susceptible de rejoindre le projet SolSTISS contribuera au financement des prestations mutualisées ci-dessous à compter de sa date d'arrivée.



Pour une Région entrante, les montants seront calculés sur la base de sa date d'entrée effective et la date de fin du marché pour les parties 4.1.1 Prestations mutualisées récurrentes d'assistance et maintenance, de lutte contre l'obsolescence et 4.1.3 Prestations mutualisées de services annexes.

Le montant pour la partie 4.1.2 Prestations mutualisées d'évolution sera fixé par le COPIL en fonction des besoins à la date d'entrée de la Région entrante.

## 4.1 Estimation des enveloppes financières

### 4.1.1 Préambule concernant la participation maximale des Régions

**La participation maximale est le montant à retenir par précaution par chaque Région participante au projet SOLSTISS II.** Cette participation ne tient pas compte du partage à opérer à la baisse si tous les membres actuels se repositionnaient sur le projet, voire si d'autres membres d'Epsilon se positionnaient ultérieurement sur le projet.

### 4.1.2 Prestations mutualisées récurrentes d'assistance et maintenance, de lutte contre l'obsolescence et prestations de transition entrante décrites en 1.2.1

Le montant de ces prestations est globalement évalué à **1 221 000 €TTC** pour la maintenance y compris la maintenance complémentaire hors garantie et la lutte contre l'obsolescence, avec 50 000 €TTC réservés pour les prestations de transition entrante, sur les **trois premières années du projet**. Les engagements financiers calculés sur ce total sont alors les suivants selon le nombre de Régions engagées :

Participation par Région standard	Participation par Région maximale *
93 923 €TTC (13 Régions)	<b>111 000 €TTC (11 Régions)</b>

*\*Chaque région inscrit à son budget la participation maximale indiquée ci-dessus qui retient par précaution l'hypothèse de mutualisation la plus basse.*

#### 4.1.3 Prestations mutualisées d'évolution décrites en 1.2.2

Le montant de ces prestations est globalement évalué à **1 001 000 €TTC**, sur les **trois premières années du projet**. Les engagements financiers calculés sont alors les suivants selon le nombre de Régions engagées :

Participation par Région standard	Participation par Région maximale *
77 000 €TTC (13 Régions)	<b>91 000 €TTC (11 Régions)</b>

*\*Chaque région inscrit à son budget la participation maximale indiquée ci-dessus qui retient par précaution l'hypothèse de mutualisation la plus basse.*

#### 4.1.4 Prestations mutualisées de services annexes décrites en 1.2.3

L'engagement financier estimé pour ces prestations de services est de **528 000 €TTC** sur les **trois premières années du projet**, les engagements financiers calculés sont alors les suivants selon le nombre de Régions engagées :

Participation par Région standard	Participation par Région maximale *
40 615 €TTC (13 Régions)	<b>48 000 € TTC (11 Régions)</b>

*\*Chaque région inscrit à son budget la participation maximale indiquée ci-dessus qui retient par précaution l'hypothèse de mutualisation la plus basse.*

#### 4.1.5 Prestations individualisées s'appuyant sur la solution collective

L'engagement financier pris dans ce cas est de la responsabilité de chaque Région. Elle fournira à Epsilon un justificatif avant toute consultation en procédure B.

## 4.2 Conditions financières particulières

#### 4.2.1 Conditions particulières des Avances

Les avances seront demandées par Epsilon dans les conditions fixées à l'article 6.3 de la convention-cadre notamment en ce qui concerne la commande de maintenance corrective et d'assistance prévue pour couvrir 3 ans.

Dans le cas où la commande du forfait annuel de maintenance corrective et assistance serait renouvelée annuellement à date anniversaire, il est convenu que l'avance sera conservée par Epsilon pour être décrétementée sur les factures de solde en fin d'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 6.3, certaines commandes de faible montant pourront ne pas donner lieu à une demande d'avance d'Epsilon.

#### *4.2.2 Conditions particulières du règlement des avis de facture ou factures*

Le comptable assignataire chargé du règlement des avis de facture ou factures à payer à Epsilon est le Payeur Régional de chaque Région en procédure A.

Le comptable assignataire chargé du règlement des factures à payer directement au prestataire est le Payeur Régional de chaque Région en procédure B.

## **Article 5 Pénalités**

Dans le cadre de la procédure A, des pénalités de retard pour non-respect des délais contractuels de livraison et d'exécution peuvent être appliquées aux prestataires par Epsilon qui reverse les montants perçus aux Régions selon la clé de répartition définitive calculée sur le nombre effectif de Régions participantes.

La mise à disposition de la somme reversée intervient à l'expiration des délais de recours ouverts au prestataire, prévus au marché, pour contester la pénalité qui lui a été appliquée.

Dans le cadre de la procédure B, la Région qui passe directement une commande ou un marché subséquent sur le fondement de l'accord-cadre pour des prestations spécifiques, applique par défaut les pénalités prévues au CCAP 2023-01 ou prévoit les pénalités spécifiques qu'elle souhaite appliquer dans sa commande ou son marché subséquent.

## **Article 6 Modalités de gouvernance du projet**

Outre l'adhésion aux principes de fonctionnement d'Epsilon, et à ceux de la convention-cadre, les modalités de gouvernance opérationnelle au sein du groupement des Régions qui participent au projet SolSTISS II seront quasiment les mêmes que celles de la démarche SolSTISS originelle, décrite ci-après.

Deux acteurs, au sein des Régions, s'organisent pour gérer ce projet commun, en privilégiant à chaque fois l'intérêt collectif avant les intérêts particuliers :

- D'une part les services régionaux en charge des FSS des Régions participantes. Ces services représentent la maîtrise d'ouvrage de la solution.
- D'autre part les directions des systèmes d'information des Régions participantes, pour la mise en œuvre et l'exploitation de cette solution au sein de leurs systèmes, ainsi que le financement des prestations. Ces services représentent la maîtrise d'œuvre de la solution.

Pour mettre en œuvre le projet de manière opérationnelle, l'ensemble des acteurs régionaux, impliqués dans une démarche constructive et participative, conviennent de la gouvernance du projet ci-dessous décrite, organisée en plusieurs instances :

## 6.1 *Le comité de pilotage (COPIL)*

Il est composé des responsables des FSS et des Directeurs des Systèmes d'Information (ou de leurs représentants) de chaque Région impliquée dans ce projet, ainsi que des Directeurs de projet fonctionnel et informatique (Groupe-projet), qui assureront le lien avec les membres du Comité opérationnel.

Ses missions :

- Nommer les Directeurs de projets pour la partie métier et pour la partie technique côté système d'information
- Définir les orientations et les choix du projet
- Trancher sur les différends qui surviendraient dans le projet
- Valider la feuille de route et les livrables attendus du Comité opérationnel

Il se réunit autant que de besoin et sur sollicitation du comité opérationnel de maintenance. Le principe de décision est le principe majoritaire (majorité relative) des voix exprimées, avec une voix par Région.

Le COPIL pourra désigner parmi ses membres un délégué ayant pour mission d'assurer la relation avec le Comité opérationnel sur des sujets comme les sollicitations, la diffusion d'informations, l'organisation des rencontres. Ce délégué pourra également représenter officiellement le groupement des Régions vis-à-vis des autres partenaires institutionnels.

En cas de vacance de poste de la Direction de de projet, le COPIL est chargé de veiller avec Epsilon à la mise à disposition de nouvelles ressources, le cas échéant externes par le biais d'un marché mutualisé à passer par Epsilon.

## 6.2 *Le Comité opérationnel (COMOP)*

Il est composé de représentants fonctionnels et techniques reconnus pour leur expertise opérationnelle dans le contexte du projet et désignés par le COPIL.

Le Comité opérationnel correspond, dans la convention-cadre Epsilon, à la notion de "groupe projet".

Ses missions :

- Piloter et gérer le projet au niveau opérationnel
- Centraliser et prendre en compte les besoins des Régions parties-prenantes
- Communiquer sur le projet auprès du COPIL et des acteurs impliqués
- Valider les demandes d'utilisation de l'accord-cadre dans le cadre de la procédure B
- Assurer l'exécution opérationnelle du marché, en collaboration avec Epsilon, au sein des processus décrits dans la convention-cadre. Il aura en particulier dans ce cadre la charge des opérations de vérification quantitative et qualitative de réalisation des prestations, selon les modalités définies dans les bons de commande. A l'issue de ces opérations de contrôle validées par la signature d'un PV par au moins un des Directeurs de projet, Epsilon prononcera l'admission des prestations.

Son mode de fonctionnement repose une collaboration opérationnelle soutenue, combinant les modes présentiel et collaboratif en ligne autant que de besoin. Ses membres copilotent les actions opérationnelles et valident les livrables, en coordination autonome (répartition des rôles et des actions opérationnelles) sur la base des objectifs et de la feuille de route fournie par le COPIL.

### *6.3 Les correspondants d'Epsilon*

Les Directeurs de projet nommés par le COPIL sont les interlocuteurs privilégiés d'Epsilon.

Chaque Région impliquée dans le projet identifiera par ailleurs trois correspondants susceptibles de servir de relais pour la bonne exécution du projet :

- un correspondant métier
- un correspondant de la DSI
- un correspondant chargé du suivi juridique et financier du projet

Leurs coordonnées seront impérativement transmises à Epsilon.

## **Article 7 Propriété intellectuelle**

### **A propos de la tierce maintenance applicative et évolutive de SOLSTISS couverte précédemment par l'accord-cadre N°2019-01 entre AXYUS et Epsilon**

L'accord-cadre N°2019-01 de Tierce maintenance applicative et/ou évolutive de SOLSTISS a été conclu entre la société AXYUS et Epsilon du 30 avril 2019 au 30 avril 2023. Cette société a cédé les droits patrimoniaux à titre exclusif à Epsilon en ce qui concerne les évolutions nées du contrat précité.

Les Régions Ile de France, des Pays de la Loire, Normandie et Nouvelle-Aquitaine qui ont commandé des prestations spécifiques en procédure B, dans le contrat précité 2019-01 passé par Epsilon avec AXYUS ont cédé les droits patrimoniaux de ces développements à titre exclusif à Epsilon sans qu'il ait été nécessaire de ratifier un contrat en sus de l'annexe-projet 2019-01 et de son avenant 1 et sans s'attacher au formalisme de l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle au regard de la jurisprudence dite Perrier (Cour de Cassation, Chambre civile 1, du 13 octobre 1993, 91-11.241).

### **A propos de l'accord-cadre N°2023-01**

Epsilon est cessionnaire des droits nécessaires lui permettant de faire corriger ou modifier ou adapter la solution par le titulaire de l'accord-cadre N°2023-01.

Le CCAP de l'accord-cadre N°2023-01 prévoira que le titulaire du marché cède à Epsilon, pouvoir adjudicateur, les droits mentionnés aux articles L131.3, L.122-1 et suivants et L. 122-6 du Code de la propriété intellectuelle. Les droits ainsi cédés comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de représentation, de reproduction et d'adaptation, et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction et d'incorporation afférents aux résultats, ainsi que la cession des droits nécessaires aux Régions pour l'utilisation de SOLSTISS.

Cette cession de l'ensemble des droits patrimoniaux est effective sur tous supports pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur.

Le logiciel SOLSTISS est propriétaire et n'est pas sous licence libre.

**A propos de la licence accordée par Epsilon à l'ensemble des Régions parties à l'annexe-projet SOLSTISS**

Epsilon, dans le cadre de la licence ci-jointe en annexe 1, cède aux Régions à titre non exclusif les droits d'utilisation de SolSTISS.

Chaque développement spécifique (procédure B) commandé par la Région, dans le cadre de la présente annexe-projet, donnera lieu à conception d'un composant dont chaque Région partenaire du projet de logiciel (dont fait partie ce composant) pourra ensuite bénéficier.

Dans le cadre de la procédure B, la Région qui passe directement une commande ou le cas échéant un marché subséquent sur le fondement de l'accord-cadre pour des prestations spécifiques, s'engage impérativement à faire référence à cette annexe-projet N° 2023-01 qui prévoit que les droits de la Propriété intellectuelle remontent à Epsilon quelle que soit la procédure retenue, A ou B.

La licence d'utilisation mise en place par Epsilon annexée à la présente annexe-projet 2023-01 prévoit que les Régions membres de la communauté SOLSTISS puissent utiliser les résultats des développements réalisés en procédure A et en procédure B et qu'une Région qui quitterait le projet puisse continuer à utiliser le logiciel, voire le confier à un tiers pour sa maintenance et ses évolutions.

A ce sujet et compte tenu du fait que les contributions financières d'une Région sur les développements issus du logiciel qu'elle souhaiterait utiliser ne sont pas nécessairement d'un niveau homogène (au regard notamment de la date d'arrivée de la Région dans Epsilon ou dans le Projet), la Région accepte, si un écart significatif devait être constaté, que la poursuite de l'utilisation du logiciel dans sa version la plus récente, donnera lieu à des discussions afin qu'EPSILON l'autorise.

Fait à .... ;

Le .... ;

En 2 exemplaires originaux ou un seul exemplaire signé électroniquement

Le Président d'Epsilon	La Région

## **ANNEXE 1 - Licence des droits de Propriété Intellectuelle au profit des REGIONS membres du projet SOLSTISS**

### **Préambule**

Epsilon, titulaire des droits patrimoniaux, concède à la Région par cette licence les droits nécessaires à l'utilisation de la solution SOLSTISS.

Il est néanmoins précisé qu'en cas de départ du projet SOLSTISS, la Région conserve la possibilité de continuer d'utiliser le logiciel SOLSTISS pour les développements auxquels la Région a participé via ses financements aux dépenses mutualisées de réalisation et de maintenance. La Région peut faire maintenir et évoluer, à ses frais, par un tiers au projet initial (maintenance tierce) le logiciel SOLSTISS. Le départ volontaire évoqué ci-dessous ne peut être comparé à la résiliation pour faute prévu à l'article 9 de la présente licence.

La Région ne peut pas céder les droits du logiciel SOLSTISS à un tiers sans l'accord du COPIL SOLSTISS et d'Epsilon.

La Région est autorisée par Epsilon dans le cadre de la présente annexe-projet initiale et de ses éventuels avenants à commander des développements spécifiques en procédure B relatifs au logiciel. Ces développements deviendront la propriété d'Epsilon et seront utilisés par la communauté des Régions signataires de l'annexe-projet initiale et des éventuels avenants ou les ayant ratifiés.

### **Article 1 : Définitions**

Le terme Logiciel désigne les composants du logiciel comprenant l'ensemble des droits de propriété intellectuelle (code source, code objet) ainsi que l'ensemble de la documentation technique relative à son exploitation.

### **Article 2 : Durée de la licence**

La licence est conclue pour la même durée que l'annexe-projet initiale SOLSTISS II et de ses éventuels avenants.

### **Article 3 : Objet de la licence**

La licence définit les termes et conditions dans lesquelles Epsilon consent à la Région, qui accepte à titre non exclusif les droits d'utilisation du Logiciel SOLSTISS.

### **Article 4 : Droits d'utilisation du Logiciel**

La licence d'utilisation du Logiciel permet à la Région d'utiliser ledit Logiciel conformément à sa destination, à savoir la gestion des formations sanitaires et sociales, pour ses besoins propres sur son système d'information ou tout autre qui viendrait à s'y substituer.

Au titre du droit d'utilisation concédé par la présente licence d'utilisation, la Région pourra reproduire, de façon permanente ou provisoire, le Logiciel, aux fins de chargement, affichage, exécution, transmission ou stockage de ce Logiciel.

La Région pourra effectuer une copie de sauvegarde du Logiciel, sauf si ladite copie est fournie par Epsilon. La Région aura sur la copie de sauvegarde les mêmes droits et obligations que sur l'exemplaire du Logiciel concédé en licence.

En dehors des droits concédés au présent article ci-dessus et sans préjudice de ceux-ci, la Région n'est pas autorisée au titre des présentes à :

- Copier, imprimer, transférer, transmettre tout ou partie du Logiciel ;

Ces restrictions de propriété intellectuelle ne sont pas contradictoires avec la mise à disposition le cas échéant de la solution cible à différents partenaires conventionnés avec chaque Région.

- Compiler le Logiciel, le décompiler, le désassembler, le traduire, l'analyser, procéder au reverse engineering ou tenter d'y procéder, sauf dans les limites autorisées par la loi.

- A céder les droits dont il dispose à un tiers.

Au titre de la Licence, Epsilon concède à la Région relativement au Logiciel, les droits de :

- Reproduction et utilisation des logiciels, par quelque procédé que ce soit, sur tout support papier, magnétique, optique, vidéographique ou numérique, pour toute exploitation, y compris en réseau.

- Dans le cadre de commandes réalisées en procédure B conformément à l'annexe-projet SOLSTISS : Adaptation, modification du Logiciel.

- Le tout pour ses besoins propres.

Cette concession de droits est effective pour le monde entier et pour toute la durée de la Licence.



Conformément à l'annexe-projet, les Régions membres du projet SOLSTISS pourront utiliser les résultats des développements réalisés en procédure A et en procédure B.

Dans l'hypothèse où une Région devait quitter l'association et/ou le projet, elle pourra continuer à utiliser le Logiciel à l'exclusion des composants et des versions qu'elle n'aurait pas financés sauf accord d'Epsilon.

Le cas échéant, la Région pourra confier la maintenance et les évolutions à un tiers.

#### **Article 5 : Garantie d'éviction**

Les Régions s'étaient vues garantir par le Prestataire à l'origine de la conception du Logiciel la conformité de celui-ci. Epsilon qui détient l'intégralité des droits patrimoniaux s'est vue garantir que le Logiciel ne constitue pas une contrefaçon d'une œuvre préexistante et que les droits de propriété intellectuelle des tiers ont été respectés (notamment les droits d'auteur, droits sur les dessins et modèles, ainsi que les droits sur les brevets et les marques).

Epsilon s'était vue garantir que le Prestataire ne subissait à la date de signature du contrat aucune revendication.

Dans ces conditions, Epsilon cède à la Région la garantie de jouissance paisible dont elle a elle-même bénéficié dans un contrat séparé.

#### **Article 6 : Sort des droits concédés**

Dans l'hypothèse d'une décision de dissolution d'Epsilon, cette dernière s'engage à prévenir préalablement les Régions à l'origine de la conception du Logiciel de cette décision et à leur rétrocéder les droits acquis sur le Logiciel SOLSTISS.

#### **Article 7 : Prix**

Conformément à l'article L 122-7 du Code de la propriété Intellectuelle, la concession des droits sur le Logiciel est opérée de façon gratuite au bénéfice de la Région.

La Région participe financièrement aux dépenses mutualisées de maintenance et d'évolution du Logiciel dans les conditions de l'annexe-projet initiale et de ses éventuels avenants.

#### **Article 8 : Garantie contractuelle**

Epsilon garantit exclusivement la conformité du Logiciel aux caractéristiques fonctionnelles et techniques figurant dans la documentation remise à la Région au titre de la licence.

Epsilon a souscrit une Tierce Maintenance Applicative dont bénéficiera la Région, laquelle maintenance permettra de corriger toute anomalie.

Epsilon fera remonter à la Région et/ ou au Prestataire désigné assurant la maintenance, toute information concernant les anomalies à corriger.

La Région est pleinement informée que le Logiciel qui lui est concédé n'est pas exempt d'anomalies et que son fonctionnement pourrait être interrompu notamment pour des questions de maintenance.

En conséquence, il est rappelé à la Région qu'il lui appartient de prendre toutes les dispositions pour établir les plans de dépannages adéquats et de prendre toute mesure appropriée pour minimiser les conséquences dommageables liées notamment à une possible interruption d'exploitation ou à une possible perte de données générées par le Logiciel et du fait de son utilisation.

### **Article 9 : Résiliation de plein droit pour faute**

La licence pourra être résiliée de plein droit en cas de non règlement par la Région ou la Collectivité de ses redevances liées à la tierce maintenance applicative.

La licence pourra être résiliée pour non-respect des obligations, notamment visées à l'article 4.

Dans une telle hypothèse, ce n'est que si les paiements des redevances susvisés ne sont pas honorés dans un délai de 30 jours suivant la réception par la Région ou la Collectivité d'une lettre LRAR notifiant ce manquement que la résiliation de plein droit pourra être effective.

En cas de cessation des présentes relations contractuelles pour faute dissociable de l'hypothèse du départ volontaire d'une Région sans faute de sa part, la Région ou la Collectivité s'engage soit à restituer à Epsilon dans les 30 jours de la fin des relations contractuelles, l'ensemble des éléments constitutifs du Logiciel, y compris les supports et toutes les copies qui en auront été faites, en garantissant par écrit l'intégralité de cette remise, soit à fournir par écrit, une attestation certifiant la destruction du Logiciel, de ses supports et de toutes les copies qui auraient pu être faites.

### **Article 10 : Dispositions générales**

Il est entendu entre Epsilon et la Région que les codes sources comprennent les programmes du Logiciel annotés pouvant être lus et interprétés par toute personne connaissant le langage dans lequel ils sont écrits, ainsi qu'une documentation de conception détaillée disponible et organisée par le prestataire et par les Régions membres du projet.

## **Annexe 2 : Convention relative au numérique des lycées**

# Convention

## relative au numérique des lycées

Entre

Le ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports représenté dans la région académique d'Île-de-France par Monsieur Christophe KERRERO en sa qualité de recteur de la région académique d'Île-de-France, recteur de Paris, chancelier des universités ;

ci- après dénommé « la région académique ».

Et

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE ,

En vertu de la délibération n° CP 2023- 021 du 25 janvier 2023,

ci-après dénommée « la Région ».

Préambule

Le ministère de l'Éducation nationale est engagé dans de profondes transformations pédagogiques et organisationnelles, de l'école maternelle au baccalauréat général, technologique et professionnel. Ces transformations, qui visent toutes à consolider une école de la confiance, concernent l'ensemble de la communauté éducative :

- les élèves dont les progrès et la réussite scolaire et professionnelle sont au cœur de la politique publique de l'éducation ;
- les parents qui sont des acteurs à part entière de cette réussite ;
- l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale, dont la mobilisation, l'efficacité et le développement professionnel représentent un facteur clé des transformations en cours.

Dans ce contexte, le développement du numérique constitue à la fois un enjeu et un levier majeur de transformation. Il accompagne et renforce d'ores et déjà la politique du ministère dans toutes ses dimensions :

- au travers des apprentissages et des usages du numérique pédagogique, la lutte contre les inégalités et toutes les formes de déterminismes ;
- l'évolution des pratiques pédagogiques, la formation initiale et continue, l'accompagnement des personnels avec le recours à toutes les modalités de formation ;
- la transformation des relations du service public d'éducation avec ses usagers, dans un objectif de simplification, de meilleure personnalisation et de sécurisation renforcée dans un cadre normatif renouvelé ;
- la modernisation de l'État : transformation des systèmes d'information, des pratiques managériales et de l'ensemble des métiers de l'Éducation nationale ;
- La stratégie du ministère en matière de numérique éducatif est portée par la Direction du numérique pour l'éducation (DNE). Elle affirme la doctrine technique et son cadre d'interopérabilité, les communs numériques, l'éthique et la sobriété numérique.

De son côté, la Région Île-de-France développe une politique publique d'envergure depuis de nombreuses années avec une stratégie d'accélération ambitieuse en matière de numérique pour les lycées franciliens conçue autour de la mise en place d'un socle numérique efficient (mise à niveau des infrastructures et des équipements des établissements, distribution d'équipements individuels pour les lycéens et les enseignants, développement des usages (ENT, manuels et ressources numériques) et amélioration de la maintenance technique et du support aux utilisateurs).

La stratégie de la Région pour les 3 ans à venir est d'engager une nouvelle phase qui vise à poursuivre et amplifier la mutation vers des usages et des pratiques nouvelles au sein des établissements franciliens, en intégrant les dimensions de sobriété, de sécurité et de souveraineté. Elle se conçoit en pleine cohérence avec la politique publique régionale pour le numérique portée par la Direction Générale Adjointe en charge de la Transformation numérique, nouvellement créée au sein de la Région.

Elle s'inscrit dans le cadre de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République et l'article L. 214-6 du code de l'éducation.

Elle développe une démarche ambitieuse en matière de :

*Passage à l'échelle en matière d'usage :*

- encouragement aux expériences d'usages et de soutien aux transformations pédagogiques ;
- élargissement et évolution des conditions d'accès aux ressources numériques (manuels, ressources disciplinaires et non disciplinaires) ;
- consolidation et évolutions de la place de services numériques « MonLycée.net » ;
- contribution à la formation des enseignants à l'écosystème numérique régional ;
- intégration pleine et entière des problématiques de sobriété, de souveraineté, de sécurité et de confiance numérique.

*Renforcement du socle technique numérique :*

- amélioration continue des réseaux d'accès des établissements (THD / Wi-Fi sur les dimensions de redondance, sécurité et débit) ;
- continuation de la politique d'équipement individuel des élèves et des enseignants ;
- généralisation des équipements de la salle de classe en écrans numériques interactifs ;
- amélioration de la qualité de service, de maintenance technique et de supports utilisateurs incluant le transfert de la maintenance des serveurs locaux et des postes administratifs en cohérence avec les services académiques concernés.

À cela s'ajoute, en partenariat avec l'écosystème éducatif, la volonté de mener à bien une réflexion sur l'évolution des bâtiments en lien avec le développement du numérique et des nouvelles pratiques éducatives qui en découlent.

*In fine* l'objectif reste inchangé, qui est de répondre aux enjeux d'une école du XXI<sup>ème</sup> siècle ouverte, collaborative, inclusive et respectueuse des conditions d'un développement réellement durable au service des élèves et de leurs familles.

## Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de formaliser le partenariat entre la Région et la région académique et de définir les responsabilités et rôles de chacune des parties. Cette nouvelle convention s'inscrit en continuité de la collaboration entre la Région et les trois académies d'Île-de-France dans le domaine du numérique pour l'éducation.

La présente convention se décline pour partie en annexe(s) opérationnelle(s). Elles ne peuvent déroger aux règles fixées par celle-ci. Chaque annexe opérationnelle peut être modifiée, sous réserve qu'elle ne déroge pas aux règles fixées par la convention cadre et ce par voie d'avenant sans que la convention cadre ne soit modifiée.

## Article 2 - Objectifs généraux

La Région et la région académique portent, au titre de leurs responsabilités respectives, une démarche de transformation numérique des lycées dans le souci de répondre aux objectifs stratégiques suivants :

- Assurer une qualité de service auprès de l'ensemble de la communauté éducative au quotidien, au travers :
  - d'une équité territoriale de traitement des lycées ;
  - d'un accès commun à une même offre de services ;
  - de niveaux de service minimum garantis pour tous ;
- Proposer une offre de service pertinente aux lycées, au travers :
  - d'un dispositif technique assurant une chaîne de liaison pleinement fonctionnelle (postes, réseau, serveurs, Internet) ;
  - d'un dispositif de maintenance réactif et proactif assurant l'homogénéité des configurations ;
- Favoriser le développement des usages pédagogiques du numérique, au travers :
  - de la garantie des usages de base, permettant ainsi d'asseoir la confiance dans le numérique ;
  - de la mise à disposition aux élèves et aux enseignants d'une offre de services numériques à valeur ajoutée, permettant ainsi le développement avancé et l'évaluation des usages ;
- Maîtriser la dépense publique dans un objectif de soutenabilité pour la Région, au travers :
  - d'une maintenance optimisée par l'industrialisation des processus de maintien en condition opérationnelle ;
  - d'une standardisation et d'une homogénéisation des équipements et des configurations matérielles et logicielles optimisant le coût total de possession des équipements.

Dans le cadre de ces objectifs généraux, à partir d'une analyse partagée des enjeux, la Région et la région académique ont identifié les sujets clés suivants :

1. **Mettre en place une gouvernance partagée du numérique, allant du stratégique à l'opérationnel**, offrant le cadre approprié pour définir et construire ensemble les évolutions de l'environnement numérique, dans un objectif d'innovation et de simplification
2. **Accorder une priorité à la confiance numérique et à la cybersécurité** (RGPD, SSI) : la sécurité numérique est un objectif stratégique central qui repose sur des éléments formalisés :
  - convention de responsabilité conjointe (cf. : ANNEXE 1) ;
  - fédération des acteurs (notamment DPD, RSSI) ;

- processus de décision partagés permettant la prescription, l'homologation et la gestion de crise.
- 3. **Compléter le dialogue commun** (élèves, chefs d'établissement, enseignants, équipes éducatives, corps d'inspection, experts numériques), afin de favoriser l'expression des différentes expertises (usages, pédagogique, éducative, médico-sociale, numérique) ;
- 4. **Clarifier** la répartition des rôles sur les missions d'appui au développement des usages.

## Article 3 - Répartition des rôles

Il est convenu entre les parties la répartition des rôles suivante :

### L'EPLE

Le lycée (dénommé ci-après EPLE) est le bénéficiaire principal de la démarche de transformation numérique. L'établissement est en charge de la bonne appropriation par la communauté éducative des équipements et des services numériques qui lui sont fournis dans le cadre de cette démarche de transformation numérique des lycées.

La présente convention sera déclinée au niveau de chaque EPLE dans une convention tripartite EPLE-académie-Région concernant l'intégration et la promotion du numérique dans le projet d'établissement.

### La région académique apporte en propre :

- une expertise d'usage pédagogique pour les choix des projets d'équipement ;
- l'accompagnement et la formation des personnels de l'EPLE dans la prise en charge des usages du numérique éducatif et de l'évolution des pratiques visant à définir, mettre en place et accompagner les compétences numériques ;
- un appui à la conduite du changement (formations, conseil, expertise...) ;
- le cadrage normatif nécessaire aux exigences de sécurité (PSSI) ;
- les éléments de sécurité nécessaires à l'interfaçage avec le système d'information de l'Éducation nationale ;
- l'assistance sur le système d'information de l'Éducation nationale.

### La Région apporte en propre :

- une stratégie au service de la montée en puissance des usages : encouragement aux expériences d'usages et de soutien aux transformations pédagogiques ; élargissement et évolution des conditions d'accès aux ressources numériques (manuels, ressources disciplinaires et non disciplinaires) ; consolidation et évolutions des services numériques « MonLycée.net » ; contribution à la formation des enseignants à l'écosystème numérique régional ; intégration pleine et entière des problématiques de sobriété, de souveraineté, de sécurité et de confiance numérique ;
- le socle technique en soutien à la qualité de service : amélioration continue des réseaux d'accès des établissements (THD - Wi-Fi sur les dimensions de redondance, sécurité et débit) ; continuation de la politique d'équipement individuel des élèves et des enseignants ; généralisation des équipements de la salle de classe en écrans numériques interactifs ; amélioration de la qualité de services, de maintenance technique et de supports utilisateurs incluant le transfert de la maintenance des serveurs locaux et des postes administratifs ;
- les informations nécessaires à la région académique pour assurer la fluidité des demandes d'assistance des EPLE ;
- l'engagement de contrôle de l'application par ses prestataires du dispositif de la protection des données à caractère personnel et de la politique de sécurité définie avec la région académique.

Accès aux ressources numériques (manuels, ressources disciplinaires et non disciplinaires)

La Région Île-de-France accompagne le développement des usages pédagogiques et permet un financement responsable des manuels et ressources numériques. Cette stratégie se concrétise par une dotation budgétaire allouée aux établissements pour financer leurs ressources en toute autonomie et en fonction de leurs usages spécifiques, par la mise en place d'un catalogue régional de ressources éducatives sur la base des retours usagers pour le volet ressources numériques pédagogiques. Chaque établissement choisit librement ses manuels et ressources numériques. La dotation est fixée par la Région Île-de-France. Son mode d'emploi est précisé aux lycées. L'accès des manuels en ligne et des ressources numériques se fait prioritairement à travers le GAR pour être en conformité RGPD.

Pour commander, la Région Île-de-France met à disposition des lycées une place de marché accessible depuis la place services numériques « MonLycée.net ».

La Région Île-de-France peut enrichir son catalogue régional de ressources éducatives avec de nouvelles ressources numériques, à la suite d'expérimentations dans des lycées franciliens.

Place de services numériques « MonLycée.net »

Elle met à disposition des services en réponse aux besoins des usagers pour :

- Communiquer : messagerie, messagerie instantanée avec notification, blog, site web, actualités, webconférence ;
- Collaborer : suite bureautique collaborative, agenda, enquête et sondage, espace de stockage, ressources en réservation (salle, équipement, ...) ;
- Enseigner : cahier multimédia, exercices et applications (quizz), frise et carte mentale, créer et diffuser des vidéos, permettre des productions d'élèves, outil de gestion de projet, mur collaboratif, Cappytale et Moodle ÉLÉA (fournis par les académies) ;
- Permettre le suivi de la scolarité des élèves : emploi du temps, vie de l'élève (gestion des absences et des retards, relation avec les familles, bulletins et relevés de notes)
- S'interconnecter : à un service tiers de confiance (type GAR) pour les manuels scolaires numériques, les ressources numériques éducatives, la vidéo, l'apprentissage des langues ;
- Visualiser : tableau de bord élève (EDT, cahier de textes, événements, actualités, notes...).

**La région académique et la Région s'accordent ensemble sur :**

- le partage d'informations et de suivi des différentes actions engagées au titre du numérique dans les lycées : enquêtes d'usages récurrentes permettant d'évaluer la satisfaction des utilisateurs et d'assurer l'adéquation des services à leurs besoins ; évaluations consolidées ; indicateurs d'usages...
- un rôle de co-responsabilité en matière de traitement des données personnelles (RGPD) : politique de protection des données à caractère personnel à appliquer ; règles communes intégrant la politique générale de gestion des données personnelles mise en place dans les trois académies pour les traitements réputés conjoints conformément à l'article 26 du RGPD et l'annexe 1 ;
- la politique de sécurité à appliquer dans le cadre de la démarche de transformation numérique des lycées ;
- la stratégie à adopter et la nature des compétences à déployer pour accompagner le développement du numérique dans les lycées ;



- les modalités de transfert de la maintenance des serveurs locaux et des postes administratifs ;
- la mise en œuvre opérationnelle d'ÉduConnect pour l'interopérabilité et la fédération d'identité.

## Article 4 - Gouvernance

La Région et la région académique s'accordent sur une gouvernance qui soit adaptée aux réalités organisationnelles de chacune des parties et adaptables aux réalités stratégiques et opérationnelles pour la démarche de modernisation numérique.

À ce titre les deux parties décident de préparer et d'animer conjointement un **Comité d'Orientation Stratégique** (COS) chargé de définir les orientations stratégiques partagées en matière de numérique pour l'éducation et plus précisément de :

- Partager la vision prospective et les orientations stratégiques ;
- Évaluer la mise en œuvre de ces orientations ;
- Suivre l'état des services rendus dans les lycées.

Ce comité d'orientation stratégique, placé sous le haut patronage du recteur de la région académique et de la présidente de Région, se compose :

- Pour la Région : DGA Transformation Numérique, Directeur Numérique, Innovation et Smart Région et de son adjoint
- Pour la région académique : des recteurs des académies, ou leurs représentants pour les trois académies, du Secrétaire général de la région académique, en lien avec les Secrétaires généraux des académies, le délégué régional académique pour le numérique éducatif (DRANE) et le directeur régional des systèmes d'information (DRSI).

Par ailleurs la Région prépare, anime et pilote plusieurs fois par an, en lien avec la région académique, les comités suivants :

- un comité de pilotage numérique repositionné comme une instance de travail entre la région académique et la région réunissant les DRANE et ses adjoints DANs / DRASI et ses adjoint(e)s DSI / Équipe opérationnelle Région ;
- un comité d'usagers à destination de représentants d'établissements ;
- des réunions plénières pour l'ensemble des établissements.

## Article 5 - Trajectoire de déploiement

La Région met en place progressivement une architecture modernisée dans les lycées. Cette refonte du socle d'infrastructures et d'équipements informatiques au service des usages des lycées implique :

- la modernisation d'une architecture numérique et des infrastructures réseaux ;
- l'actualisation du référentiel d'équipements adapté aux nouveaux usages pédagogiques ;
- l'offre d'une qualité de services aux usagers à travers le centre de services numériques (maintenance et assistance).

Les déploiements dans les lycées s'effectuent par vagues successives, dans la perspective d'une généralisation à l'ensemble des lycées à l'horizon 2024.

## Article 6 - Accompagnement des établissements

Pour la région académique :

- **Référent numérique** : il conseille les personnels de direction dans le pilotage de l'établissement (place du numérique dans le projet d'établissement, organisation du plan de formation au numérique du lycée, accompagnement des équipes, choix des indicateurs de suivi du projet numérique), il forme et accompagne les enseignants dans la prise en compte du numérique au quotidien dans les classes (propose des exemples de pratiques, aide à la mise en œuvre des

projets pédagogiques, conseille sur le choix des ressources, oriente les enseignants vers des formations adaptées à leurs besoins et les aide si nécessaire) ;

■ **Responsable d'affectation GAR** (Gestionnaire d'Accès aux Ressources) : le responsable d'affectation est le chef d'établissement, qui délègue cette responsabilité à un ou plusieurs responsables d'affectation délégués (qui sont déclarés au GAR par l'ENT). Au service de la politique documentaire, cet outil donne accès à un suivi des abonnements pour chaque ressource, mais aussi aux statistiques agrégées de consultation des ressources et de leurs affectations pour les guider dans les choix éclairés des ressources mises à disposition ;

■ **Administrateur local ENT** : le responsable légal de la gestion des services en ligne (dont l'ENT) est le chef d'établissement. Il peut déléguer des services qui doivent au quotidien assurer la mise à jour des données et le paramétrage des services.

Pour la Région Île-de-France :

■ **Coordonnateur numérique** : il participe à la coordination des interventions de maintenance des prestataires régionaux ; il est un relai des politiques régionales de transformation numérique au sein des établissements, il participe à l'amélioration continue de l'offre des services proposés aux lycées par un suivi des usages du numérique en relation avec le(s) référent(s) numérique(s) ; il fait connaître l'écosystème numérique régional proposé aux personnels de la communauté éducative, fournit un support ponctuel et une orientation aux usagers ;

■ **Intervenant technique de la région** : il gère en tant qu'expert technique des interventions sur le serveur pédagogique, l'administration de l'interface du serveur de communication, le bon fonctionnement des matériels mis à disposition (configuration, installations des applications). Il assure le suivi des remontées d'incidents auprès de la Région.

## Article 7 - Sécurité et confiance numérique

### Sécurité du système informatique des lycées

La sécurité informatique de l'établissement relève de la responsabilité du recteur d'Académie, en sa qualité d'Autorité Qualifiée en matière de Sécurité des Systèmes d'Information (AQSSI) et du chef d'établissement en sa qualité de personne juridiquement responsable (PJR).

L'AQSSI est conseillée par le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) de l'Académie qu'elle mandate pour mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d'information en conformité avec la politique de sécurité de l'État.

La sécurité informatique en établissement scolaire consiste principalement à mettre en place une infrastructure de protection sécurisée, à assurer la protection des données personnelles du système d'information et à assurer une sécurité spécifique en matière de protection des mineurs.

L'ensemble des parties s'assurera de la parfaite conformité de la politique de sécurité du système d'information (PSSI) avec les règles et bonnes pratiques, en application notamment du Référentiel Général de Sécurité (RGS), défini dans le cadre de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005, relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et de ses évolutions ultérieures et du décret n°2010-112 du 2 février 2010, des recommandations de la Commission Nationale de l'informatique et des Libertés de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information.—Le chef d'établissement porte la responsabilité :

1. Le cas échéant, de la désignation d'un responsable délégué de la sécurité des systèmes d'information, le correspondant SSI ;

2. De l'usage de l'Internet et du contrôle des accès internet des lycéens et personnels ;
3. De l'usage de l'Espace Numérique de Travail et des ressources numériques ;
4. De la protection des mineurs et du filtrage des sites Internet accessibles depuis l'établissement ;
5. Du respect des procédures de sécurité par l'ensemble des usagers de son établissement ;
6. De l'utilisation sécurisée des données du SI de l'établissement ;
7. Du signalement de tout incident de sécurité au RSSI de l'académie ;
8. De la sensibilisation, de la formation et de l'information des usagers.

Le chef d'établissement bénéficie du support et des outils de la PSSI.

Au titre de leur rôle et fonction de responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI), les services de la DRASI :

1. Édiktent et communiquent les règles constituant la politique de sécurité des SI (PSSI) ;
2. Expriment leurs besoins, en termes fonctionnels ;
3. Sont le point d'entrée pour les signalements d'incidents SSI ;
4. Inspectent et qualifient les incidents signalés ;
5. Consignent et récupèrent via la collectivité les équipements et données nécessaires en cas de réquisition ;
6. Sont informés par la collectivité et suivent la mise en place des plans de remédiation convenus ;
7. Inspectent et audient la sécurité effective des SI ;
8. Assistent le chef d'établissement et ses délégataires ;
9. Accompagnent les usages numériques sécurisés ;
10. Assurent le rôle d'autorité conjointe d'homologation avec la Région.

La Région :

1. Met en place et maintien en condition opérationnelle des solutions techniques respectant la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) ;
2. Assure le rôle d'autorité conjointe d'homologation avec la région académique ;
3. Partage avec la région académique les résultats des audits de sécurité qu'elle diligente ;
4. Informe la région académique de l'avancée des plans de remédiation convenus ;
5. Informe la région académique de tout incident de sécurité qui lui est transmis directement via la chaîne d'alerte définie.

La sécurité numérique doit devenir un objectif stratégique central : une gouvernance adaptée doit permettre de porter ce sujet. Une chaîne d'alerte et une gestion de crise sont à installer sur le champ organisationnel en définissant précisément les rôles et responsabilités des acteurs ; un annuaire prévu à cet effet est à produire entre les parties prenantes.

### **RGPD**

Chacune des parties s'engage à procéder aux obligations et formalités nécessaires qui lui incombent dans le cadre du RGPD. Les modalités détaillées sont traitées en ANNEXE 1

### **Gestion de crise**

Dans l'objectif de disposer d'une réponse rapide et adaptée aux situations d'urgence qui pourraient survenir et qui rendraient le service numérique inopérant, il est défini et mis en œuvre le dispositif de gestion de crise.

Sur notification de l'incident par l'EPLE, la région académique ou la Région, au travers de la création d'un ticket d'incident auprès de la Région ou de la région académique, il est

déclenché une intervention de diagnostic entre les représentants de la région académique et les représentants de la Région.

Les résultats de ce diagnostic sont analysés conjointement par les services de la région académique et les services de la Région afin de déterminer la solution à apporter.

La région académique et la Région décident de mettre en commun un annuaire précisant les personnes à contacter et leur rôle dans le cadre du dispositif de gestion de crise.

## **Article 8 - Citoyenneté numérique responsable**

La citoyenneté numérique représente une dimension de l'éducation à la citoyenneté qui vise à apprendre aux élèves à travailler, vivre et partager dans des environnements numériques de manière positive, éthique et responsable. De plus, la sensibilisation des élèves et des personnels d'éducation à la sécurité numérique répond à un enjeu qui concerne chaque citoyen dans son quotidien.

Dans ce cadre, la région académique s'engage auprès des élèves et de ses agents à :

- Former à la citoyenneté numérique. Celle-ci recouvre les enjeux de responsabilité individuelle, de citoyenneté et de construction des compétences.
- Former, éduquer et sensibiliser à la sécurité numérique, à l'hygiène numérique et la sobriété.

Les parties s'engagent ensemble ou pour ce qui relève de leurs responsabilités propres, à construire une politique publique cohérente, globale et référente pour la mise en œuvre d'une stratégie régionale en matière de numérique responsable pour les lycées. L'action commune porte sur les leviers suivants :

- **Mettre en cohérence les politiques d'équipements en agissant sur le cycle de fabrication / conception / achats :**
  - Intégration de critères d'éco-conception / conception responsable aux appels d'offres (durabilité/réparabilité des équipements, maintenance, éco-conception logicielle) ;
  - Amélioration les données d'inventaire pour mieux rationaliser les commandes.
- **Peser sur les pratiques du Numérique Responsable en milieu scolaire :**
  - Formation des agents Région (avec certification possible) ;
  - Accompagnement et suivi des micro-actions de terrain ;
  - Déploiement d'un programme de sensibilisation et d'accompagnement des usagers numériques des établissements ;
  - Développement de partenariats avec des acteurs clés du secteur pour capitaliser l'existant et consolider et amplifier les initiatives nouvelles.
- **Travailler sur le cycle de vie complet des équipements :**
  - Collecte et recyclage des matériels hors d'usage ;
  - Étude des perspectives de seconde vie des équipements fonctionnels ;
  - Achat de matériels reconditionnés.
- **Développer une stratégie de sensibilisation, de communication et de valorisation continue sur le sujet :**
  - Sélectionner, exploiter et relayer des supports produits par les organismes experts sur la thématique (ADEME, INR...) ;
  - Valoriser les engagements pris au titre du Numérique Responsable ;
  - Concevoir des supports de sensibilisation propres aux partenaires.
- **Favoriser la pérennité des outils, services et contenus mis à la disposition des élèves et des enseignants.**

## **Article 9 - Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention ou de ses annexes, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant,

préalablement approuvé par l'organe compétent de la Région. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

### **Article 10 - Durée de la convention**

Cette convention est conclue pour une durée de quatre ans à compter de sa signature par les parties. Elle peut être dénoncée par l'un des signataires avec un préavis de trois mois.

### **Article 11 - Litiges**

Tout différend qui s'élèverait entre les parties au sujet de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention et qui n'aurait pas fait l'objet d'un règlement amiable sera soumis à la juridiction compétente.

### **Article 12 - Résiliation**

En cas de faute grave ou de non-respect de ses engagements contractuels par l'une ou l'autre des parties ne résultant pas d'un cas de force majeure, l'autre partie pourra résilier de plein droit la présente convention à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, valant mise en demeure, restée sans effet.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, les parties à la présente convention seront tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles. Dans ces conditions, la dotation matérielle et l'écosystème applicatif associé fournis par la Région restent à disposition du lycée (accès Internet, maintenance du parc informatique, MonLycée.net) et accessibles jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours.

Fait à ....., le ....., en ... exemplaires originaux.

## **ANNEXE 1 : MODALITÉS DE LA RESPONSABILITÉ CONJOINTE**

### **Article 1 : Définition des traitements objet de la responsabilité conjointe**

Chacune des parties s'engage, selon la politique générale de protection des données à caractère personnel qu'elle aura mise en place, à assurer une utilisation des données à caractère personnel qui respecte les devoirs qui incombent à tout responsable de traitement ; les droits des utilisateurs et les principes fondamentaux du RGPD.

La Région Ile de France et les trois académies de la région académique d'Île-de-France (ci-après « la région académique ») entendent exercer une responsabilité conjointe sur les traitements de données à caractère personnel dont ils ont défini les moyens et finalités en commun selon les termes de l'article 26 du RGPD ; en s'appuyant notamment sur les politiques générales de protection des données à caractère personnel qu'elles auront mises en place.

S'en trouvent exclus tous les traitements de données à caractère personnel opérés par une des parties, pour la gestion de ses opérations propres, et qui n'impliquent pas la fourniture de moyens ou de données venant de l'autre (ex : gestion des personnels, financement de son fonctionnement, attribution d'une compétence dévolue expressément aux académies ou à la région académique ou à la Région, et les traitements effectués par le gestionnaire d'accès aux ressources (GAR) qui dépendent de la responsabilité du ministère de l'Éducation nationale).

La Région Ile de France et les trois académies de la région académique d'Île-de-France définissent conjointement les moyens des traitements dont les finalités sont les suivantes :

- saisir et mettre à la disposition des élèves ou des personnes responsables des élèves, des étudiants, des enseignants, des personnels administratifs, des équipes d'accompagnement et plus généralement de tous les membres de la communauté éducative de l'enseignement scolaire, en fonction des habilitations de chaque usager, des contenus éducatifs et pédagogiques, des informations administratives, relatives à la vie scolaire, aux enseignements et au fonctionnement de l'école ou de l'établissement ainsi que de la documentation en ligne ;
- permettre des échanges et des collaborations entre écoles et établissements d'un même ENT ainsi qu'avec des écoles et des établissements utilisant des ENT différents ;
- permettre un accès à des services externes à l'ENT, dits services tiers.

Les parties se réservent la possibilité de compléter par voie d'avenant les traitements auxquels la présente convention s'applique.

### **Article 2 - Mise en commun de moyens pour la réalisation des obligations conjointes des parties**

Les trois académies de la région académique d'Île-de-France et la Région Île-de-France s'engagent à échanger les informations et documents concernant les traitements de données à caractère personnel communs. Elles s'obligent en outre à s'informer concernant les engagements impliquant des traitements de données à caractère personnel conjoints. Ces exigences devront être intégrées aux documents contractuels qui organisent tout ou partie des traitements conjoints. Lesdits documents devront faire mention de la responsabilité conjointe de traitement.

### **Article 3 - Information et exercice des droits des personnes concernées**

#### **3.1. Information**

Les personnes concernées devront recevoir une information sur le présent accord qui sera accompagné du détail des traitements conjoints ainsi que des procédures mises en place

pour recevoir leurs demandes et leur permettre ainsi d'exercer les droits prévus aux articles 15 à 22 du RGPD.

Pour ce faire, les trois académies de la région académique d'Île-de-France et la Région Île-de-France rédigent conjointement la charte d'utilisation « Monlycée.net ».

Les informations seront mises à disposition par le lycée aux personnes concernées par tout mode de communication pertinent et convenu par les parties.

Chacune des parties reste responsable de l'information des personnes concernées pour les traitements qui relèvent de sa seule responsabilité.

Les trois académies de la région académique d'Île-de-France s'assurent que les chefs d'établissement mettent à disposition des usagers la charte des systèmes d'information contenant un paragraphe concernant la protection des données à caractère personnel.

### **3.2. Exercice des droits**

#### *3.2.1. Modalités de traitement de la demande de droit*

Les trois académies de la région académique d'Île-de-France et la Région Île-de-France s'engagent à collaborer dans la gestion des demandes d'exercice des droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement.

Les demandes devront être traitées dans un délai de 1 mois maximum, à compter de la réception de la demande. Au besoin, ce délai pourra être prolongé de deux mois, en fonction de la complexité des demandes.

Un modèle type d'accusé de réception de la demande ainsi que la liste des pièces justificatives permettant de vérifier l'identité du demandeur en cas de doute légitime, sont rédigés conjointement et utilisés par les deux parties pour toute demande de droit concernant les traitements communs.

Un point pourra être programmé entre les Délégués à la protection des données (DPD) de chaque entité en cas de nécessité. Le point peut se réaliser selon les besoins et les contraintes de chacun en présentiel, par visioconférence, par téléphone ou par courriel

Ce point a pour objectif :

- d'assurer la fluidité du processus et le respect des délais ;
- de faire un état des lieux des demandes en cours ;
- d'effectuer la répartition de la réponse entre les DPD.

Ce point d'échange entre les DPD des différentes entités pourra être nécessaire dans les cas suivants :

- en cas de violation de données, il devra alors réunir les DPD des différentes entités, le RSSI des académies concernées, les représentants de la DSI de la Région et les experts en cyber sécurité des différentes entités le cas échéant ;
- en cas d'évolution des traitements de données objet de la présente convention, il devra alors réunir les DPD des différentes entités, les représentants du pôle Transformation numérique des lycées de la Région ;
- en cas de demande d'exercice de droit impliquant les différentes entités, il devra alors réunir les DPD des différentes entités ;
- pour les besoins de la gestion des sous-traitants, il devra alors réunir les DPD des différentes entités, les représentants du pôle Transformation numérique des lycées de la Région.

Afin de permettre le respect des droits des personnes et la tenue des délais réglementaires de réponse aux demandes de droits, les Délégués à la protection des données doivent être en mesure de recevoir, de la part de chaque responsable et/ou des sous-traitants d'un traitement de données à caractère personnel, un fichier contenant l'ensemble des données à caractère personnel d'un demandeur dans un format structuré et lisible par un ordinateur.





**3.2.2. Répartition du traitement des demandes de droit**

Types de demandes de droits	Région	Académie	Établissement
Demandes de droit effectuées par un enseignant, un parent d'élève ou un élève		X	X
Demandes de droit effectuées par un personnel de la Région	X		
Demandes de droit effectuées directement auprès d'une académie		X (sauf préemption de la Région validée par les parties)	
Demandes de droit effectuées directement auprès de la Région	X (sauf préemption d'une académie validée par les parties)		
Demande de droit effectuées directement auprès de l'établissement			X (sauf préemption d'une académie ou de la Région validée par les parties)

**Article 4 - Notification des violations de données à caractère personnel auprès de la CNIL et communication auprès de la Personne concernée.**

En cas de failles de sécurité impliquant des données à caractère personnel, une chaîne d'alerte réactive doit être systématiquement mise en place dans le cadre de la procédure décrite ci-dessous.

**4.1 Notification d'une faille de sécurité**

La partie ou le sous-traitant de la partie ayant découvert une telle faille doit la notifier sous 24 heures maximum auprès des personnes suivantes :

- Le DPD de chaque entité ;
- Le RSSI de chaque entité le cas échéant.

La notification prend la forme d'un formulaire standard de déclaration mis à la disposition de tous et contenant les catégories d'informations suivantes :

- Le service concerné et la localisation de l'hébergement ;
- La date début et fin de la violation ;
- La nature de la violation ;
- Les catégories de données et de personnes ;
- Le nombre de personnes et de données à caractère personnel concernées par la violation ;
- Les mesures de sécurité prises ou envisagées.

Une mise à jour de l'ensemble de ces informations est effectuée et communiquée auprès des personnes indiquées toutes les 24 heures jusqu'à résolution de l'incident.

**4.2 Cellule de crise et qualification de la faille**

Une cellule de crise est convoquée dans les 24 heures à compter de la notification de la faille afin de décider de procéder ou non à sa notification auprès de l'autorité de contrôle. Afin que la cellule de crise puisse se tenir les responsables conjoints devront échanger tous les documents techniques ou juridiques en leur possession permettant de décrire, qualifier ou remédier à la ou les failles alors en cours. En cas de sous-traitance, le ou les prestataires devront adresser les informations en leur possession aux responsables conjoints.

Les différentes décisions possibles sont :

- La décision de non-notification en raison d'une absence de violation de données ou si la violation en question n'est pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- La décision de notification suite à la qualification d'une violation pouvant engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

#### *4.2.1 Décision de non-notification auprès de l'autorité de contrôle*

Dans l'hypothèse d'une décision de non-notification, la documentation et l'argumentation de la décision sont conservées par les DPD dans leurs registres respectifs des violations de données.

#### *4.2.2 Décision de notification auprès de l'autorité de contrôle*

En cas de notification, l'action incombe à la partie qui en subit la violation de données :

- Le DPD de l'académie concernée notifie la violation issue de l'action d'un membre de la communauté éducative, ou issue d'une alerte des outils mis à disposition.
- Le DPD de la Région Île-de-France notifie la violation issue de l'action d'un personnel Région Île-de-France ou issue d'une alerte des outils mis à disposition par lui et notamment de la Place des services numériques.

En cas de notification impliquant les traitements dont la Région Île-de-France et les trois académies d'Île-de-France sont responsables conjoints, le DPD à l'origine de la notification communique aux autres DPD le récépissé de la notification effectuée.

Chaque DPD conserve tout document utile relié à la notification effectuée dans son registre des violations de données.

### **Article 5 – Sous-traitance d'un traitement sous responsabilité conjointe**

#### **5.1 Garanties suffisantes du sous-traitant d'un traitement de données à caractère personnel sous responsabilité conjointe**

Dans le cadre de la responsabilité conjointe, tout sous-traitant retenu par une des parties doit présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles permettant d'assurer le respect de la réglementation applicable ainsi que les droits des personnes concernées, conformément à l'application du RGPD dans le droit de la commande publique.

#### **5.2 Définition des exigences attendues du sous-traitant d'un traitement de données**

Dans l'hypothèse où la sous-traitance ne serait contractualisée qu'avec l'un des responsables conjoints de traitement, il devra informer les autres responsables conjoints de traitement des éléments du cahier des charges qui concernent le traitement des données à caractère personnel et, en tout état de cause, intégrer les exigences communes précédemment définies.

Une grille d'évaluation des garanties sera réalisée par le responsable de traitement qui a lancé la consultation, lequel informera les Délégués à la protection des données à caractère personnel des responsables conjoints de traitement.

### **5.3 Communication avec les sous-traitants.**

Les parties conviennent d'organiser les demandes faites au sous-traitant dans le cadre d'ateliers programmés. La partie cocontractante avec le sous-traitant concerné prend contact avec ce dernier pour lui communiquer ces demandes.

## **Article 6 – Sécurité appliquée aux traitements**

### **6.1 Engagement réciproque de respect des mesures de sécurité adéquates**

Chaque partie s'engage à respecter et faire respecter par ses personnels et ses sous-traitants toute mesure de sécurité visant notamment à empêcher que les données à caractère personnel ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées.

### **6.2 Engagement de conformité aux réglementations de sécurité en vigueur**

Le recteur de chaque académie, en sa qualité d'Autorité Qualifiée pour la SSI (AQSSI), est responsable de l'application de la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'État (PSSIE) et de la définition d'une politique de sécurité académique. Il nomme un RSSI chargé de leur définition et de leur application dans les services académiques et l'ensemble des établissements scolaires.

Les parties et leurs sous-traitants s'assurent de la parfaite conformité et du respect de la politique de sécurité des systèmes d'information où transitent les données à caractère personnel avec :

- les règles et bonnes pratiques, en application notamment du Référentiel Général de Sécurité version 2 (RGS) et ses évolutions ultérieures ;
- les recommandations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (Cnil) et de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), en particulier de la conformité des règles de sécurité à la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'État (PSSIE) ;
- la politique de sécurité des systèmes d'information académique ;
- la Politique Générale de Protection des données à caractère personnel académiques ;
- le référentiel Wi-Fi de l'Éducation nationale et la loi n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques ;
- le cadre de référence de l'Éducation nationale des services d'infrastructures numériques des Établissements scolaires et d'écoles (CARINE) ;
- le Cadre de référence de l'Éducation nationale pour l'Accès aux Ressources pédagogiques via un équipement Mobile (CARMO).

## **Article 7 – Analyse d'impact sur la protection des données à caractère personnel et consultation préalable dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

### **7.1 Analyse d'impact sur la protection des données**

Lorsqu'une analyse d'impact s'avère nécessaire, les responsables conjoints de traitement réaliseront cette analyse d'impact en concertation. Une fois l'analyse d'impact approuvée par les DPD des responsables conjoints de traitement, ces derniers pourront procéder à sa validation.

### **7.2 Décision de consultation de la CNIL en cas de risque résiduel**

La décision de consulter la CNIL en cas de risque résiduel récurrent doit faire l'objet d'une concertation préalable des parties.

## **Article 8 - Tenue d'un registre des catégories d'activités de traitement**

Les parties rédigent ensemble les fiches de traitements correspondant aux traitements communs. Chaque partie conserve les fiches concernées dans son propre registre de

traitement. Les parties tiennent seules un registre pour les activités de traitement dont elles sont seules responsables.

**Article 9 - Localisation des données**

Les parties s'engagent à ce que les données à caractère personnel traitées soient localisées de préférence sur le territoire de la France métropolitaine, sur le territoire de l'Union européenne et en dernier ressort sur le territoire d'un pays ayant fait l'objet d'une décision d'adéquation par la Commission européenne.

**Article 10 - Documentation et audits**

Chaque responsable du traitement met à la disposition de l'autre sur simple demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations.

Chaque responsable de traitement pourra solliciter auprès du responsable contractuel la réalisation d'un audit. L'opportunité de cette demande sera étudiée conjointement. L'audit pourra être effectué par un auditeur professionnel ou par un collaborateur de la partie sollicitant l'audit. Le rapport établi de l'audit sera partagé à l'ensemble des responsables de traitement. Les frais d'audit seront pris en charge par la partie sollicitant l'audit.

**Article 11 - Prise en considération de l'évolution de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel**

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de la convention, les modifications éventuelles demandées par l'une des parties, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties à la présente annexe.